

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2023-11-16-00004

arrêté préfectoral imposant des prescriptions
complémentaires à la société DIEUX à Limay
(78520) 727 route du Hazay

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
imposant des prescriptions complémentaires
à la société DIELIX à Limay (78520) 727 route du Hazay

LE PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.181-14 et R.181-46 ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROU en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-005 en date du 4 janvier 2008 modifié, autorisant la société SARP INDUSTRIES, dont le siège social est situé 427, route du Hazay à Limay (78520), à exploiter des installations de traitement de déchets huileux et de production de biodiesel sur la commune de Limay (78520) ;

VU l'arrêté préfectoral N°2016-40451 du 12 décembre 2016 autorisant la société DIELIX à poursuivre l'exploitation des installations de traitement de déchets huileux et de production de biodiesel sur la commune de Limay (78520) ;

VU l'arrêté préfectoral n°78-2022-07-06-00001 du 6 juillet 2022 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 12 décembre 2016 susvisé, imposant des prescriptions complémentaires à la société DIELIX en raison de modifications des installations exploitées à Limay (78520), 727 route du Hazay ;

VU l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

VU le porter-à-connaissance en date du 5 juillet 2022 déposé par la société DIELIX ;

VU le porter-à-connaissance en date du 14 février 2023, transmis par courriel du 23 février 2023 par la société DIELIX ;

VU le rapport et les propositions en date du 12 septembre 2022 de l'Inspection des installations classées, concernant le porter-à-connaissance du 5 juillet 2022 ;

VU le rapport et les propositions en date du 27 octobre 2023 de l'Inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant par courrier daté du 27 octobre 2023 notifié le 2 novembre suivant et par courriel (au moyen du guichet unique numérique) du 27 octobre 2023r ;

VU le courriel du 10 novembre 2023 (transmis au moyen du guichet unique numérique) par lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les travaux réalisés incluant : la création d'une plateforme de prélèvement citernes, la mise en service d'une cuve de stockage de 100 m³ d'huile alimentaire usagée- (HAU), la mise en service d'une cuve de stockage de 150 m³ d'esters méthyliques d'acides gras (EMAG) ont été jugés comme des modifications non substantielles ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le projet incluant : la création d'une zone de stockage des déchets, la remise en service d'une cuve d'acide sulfurique dilué, la modification de la section 01-600 de purification de la glycérine engendrant la mise en fonctionnement d'un filtre-pressé est jugé comme une modification non substantielle ne nécessitant pas la délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser certaines prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral N°2016-40451 du 12 décembre 2016 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été tenu compte de l'observation de l'exploitant transmise le 10 novembre 2023 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société DIELIX dont le siège social est situé au 727 route de Hazay, Zone du Port autonome de Limay-Porcheville, 78520 LIMAY, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de LIMAY, au 727 Route du Hazay, Zone Portuaire de Limay-Porcheville, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2

Les prescriptions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2022 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, occupe une surface au sol de 1,7 ha et est organisé de la façon suivante :

- bâtiment process de 1380 m² de surface comprenant également la salle de conduite, le laboratoire, un atelier de maintenance, les unités nécessaires (groupe eau glycolée, compresseurs, local électrique). Ce bâtiment comprend les locaux administratifs (bureaux, vestiaires, sanitaires). Ce bâtiment sera également le lieu des stockages suivants :
 - 3 cuves de stockage intermédiaire de méthanol d'une capacité totale de 50 m³,
 - 3 cuves de stockage intermédiaire d'acide sulfurique dilué d'une capacité totale de 55 m³ soit 2 cuves de 12,5 m³ situées en extérieur et 1 cuve de 30 m³ située au sein du bâtiment B ,
 - 1 cuve d'acide sulfurique concentré de 12,5 m³ située en extérieur ;
 - un stockage intermédiaire de 4 tonnes d'acide phosphorique sous forme de GRV dont 3 tonnes situées au sein du local filtre-presse en façade ouest du bâtiment B ;
 - 2 cuves de stockage intermédiaire d'huiles d'une capacité de 130 m³ alimentant les réacteurs d'estérification et de trans-estérification,
 - 2 cuves de préparation catalytique d'une capacité maximale totale de 60 m³,
 - 2 x 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions d'estérification,
 - 2 x 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions de trans-estérification,
 - 2 réacteurs de 10 m³ et 3 m³ pour les réactions de neutralisation du glycérol,
 - 1 décanteur de 29 m³ et un réacteur de 10 m³,
 - d'autres cuves tampon, décanteurs et réacteurs pour les autres réactions d'une capacité totale maximale de 90 m³ environ,
 - 1 cuve de 30 m³ de « lourds » générés par la purification du biodiesel,
 - 1 laveur humide de 2 m³ pour le captage et traitement des éventuelles émissions de méthanol,
- bâtiment de l'unité de prétraitement des Huiles Alimentaires Usagées de 750 m² de surface avec 2 cuves d'eaux ambrées (eaux issues du prétraitement) de 36 m³ chacune et à l'extérieur 3 cuves sur rétention :
 - 1 cuve de 100 m³ contenant un mélange eau + huile,
 - 1 cuve de 100 m³ contenant des huiles en attente de transfert vers la zone de stockage,
 - 1 cuve de 100 m³ contenant de l'eau usée industrielle.

Le site dispose par ailleurs :

- d'une zone de stockage de matières premières et produits finis sur rétention :

- 6 cuves aériennes de matières premières grasses (de 2x500 m³; 2x250 m³; 2x900 m³), dont l'une de 900 m³ pouvant être affectée au stockage de biodiesel ;
- 1 cuve aérienne de méthanol (ou éthanol) (de 240 m³),
- 3 cuves aériennes de biodiesel (de 500 m³ ; 2x1400 m³),
- 2 cuves aériennes de glycérine (de 60 m³; 180 m³).
- 1 cuve de stockage tampon de glycérine (24 m³) située au rez-de-chaussé du bâtiment B ;
- d'un bassin de sécurité d'une capacité de 250 m³ (confinement des eaux d'extinction),
- d'un groupe motopompe du système d'extinction automatique,
- d'une réserve incendie de capacité totale de 600 m³,
- de parkings, voiries, et espaces verts,
- d'une zone de stockage couverte de 100 m² contenant 45 tonnes de potasses ;
- d'une dalle bétonnée de 130 m² destinée au stationnement à vide d'un maximum de 3 véhicules de collecte d'HAU ;
- une zone couverte dédiée au stockage de déchets dangereux et non dangereux d'une surface de 131 m² située à proximité du bassin de sécurité de confinement des eaux d'extinction ;
- un local filtre-presse d'une surface de 77 m² situé au niveau de la façade ouest du bâtiment B ;
- une plateforme de prélèvement des citernes de 6 m².

L'article 3 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 6 juillet 2022 modifiant les prescriptions de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 3

Les prescriptions de l'article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES DE DANGERS

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte, notamment, la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs précisant leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

La surveillance d'une zone de danger est assurée par plusieurs détecteurs dont le nombre est déterminé par l'exploitant au moyen d'une analyse formalisée.

Les détections incendie et les alarmes mises en place sont les suivantes :

- détecteur optique de fumée au niveau de l'armoire TGBT située dans le local technique,
- détecteurs infrarouges au niveau des zones de process du bâtiment B « biodiesel »,
- détecteurs optiques de fumée ou thermo-vélocimétriques au niveau des locaux techniques (salle de contrôle/commande, laboratoire, local électrique, zone maintenance, ...) du bâtiment B « biodiesel »,
- détecteurs infrarouges, optiques de fumée ou thermo-vélocimétriques au niveau du bâtiment C « prétraitement des HAU »,
- avertisseurs sonores dans le bâtiment C « prétraitement des HAU »,
- détecteurs infrarouges au niveau de la zone de stockage,
- détecteur thermo-vélocimétriques au niveau du fondoir dans la bâtiment C avec une sirène d'alarme dans le hall du bâtiment B.

Les détecteurs incendie sont reliés à une unité centrale. Un tableau de signalisation est installé en salle de contrôle.

Des détecteurs catalytiques ou infrarouges permettent la détection de méthanol sous forme gazeuse au niveau de l'aire de stockage des cuves aériennes et près des cuves de stockage intermédiaire de méthanol dans le bâtiment process.

La cuve de méthanol est équipée d'un système d'inertage à l'azote.

La cuve d'acide sulfurique de 30 m³ située au sein du bâtiment B est équipée d'une sonde mécanique et d'un niveau radar avec report électronique par l'intermédiaire d'un afficheur digital situé à proximité de la cuve. Le report est également effectué au niveau de l'automate de production sous la surveillance des opérateurs du site. Un signal numérique est prévu dans l'automate de production afin d'alerter l'opérateur en cas d'atteinte d'un niveau critique de remplissage de la cuve détecté par le niveau radar.

La cuve de stockage tampon de glycérine de 24 m³ située au sein du bâtiment B est équipée d'un système de détection de débordement, d'une sonde radar de détection de niveau haut (LS) à laquelle est asservie la pompe d'alimentation de la cuve.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

ARTICLE 4

Les prescriptions de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-40451 du 12 décembre 2016 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

GÉNÉRALITÉS

L'unité de prétraitement des huiles alimentaires usagées visée au présent chapitre est réalisée et exploitée conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation transmis le 2 octobre 2006, et les porters-à-connaissance ultérieurs, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La capacité maximale de prétraitement est de 40 000 tonnes par an, soit 121 tonnes par jour sur une période de 330 jours par an, pour les huiles alimentaires usagées.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie de Limay, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>) :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 7 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 novembre 2023

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale des Yvelines,


Delphine DUBOIS

